

Burundi : l'opposition mise en pièces à l'approche d'élections majeures

@rib News, 09/10/2014 - Source AFP Restrictions de l'espace politique, entraves aux libertés, opposants à l'incarcération... A huit mois d'élections générales cruciales au Burundi, le président Pierre Nkurunziza, même s'il s'en défend, est accusé de faire le vide autour de lui. "Le pouvoir de Pierre Nkurunziza est en train de poursuivre son œuvre de destruction de l'opposition, et il est en train d'y réussir car tous les véritables opposants sont soit en exil, soit poursuivis en justice ou ont été chassés de la tête de leurs partis", déclare l'ancien Ngendakumana, président de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC-Ikibiri), principale coalition d'opposition du pays.

Acteur-clé du processus de paix au Burundi, président du parti hutu d'opposition Frodebu qui a dirigé le Burundi durant la longue guerre civile (1993-2006), M. Ngendakumana vient lui-même d'être condamné à un an de prison ferme pour dénonciation calomnieuse. Le vice-président du Frodebu, Frédéric Bamvuginyumvira, est lui poursuivi pour une sombre histoire de mœurs. Et le président du Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD), Alexis Sinduhije, recherché pour incitation à une insurrection armée -- à la suite d'une manifestation non autorisée de ses partisans qui avait dégénéré en violents affrontements avec la police --, a préféré l'exil en Belgique. Si ces dirigeants semblent être clairement mis hors-jeu pour les élections de juin, d'autres, issus de leurs formations au profit de proches du pouvoir mais pas inquiétés sur le plan judiciaire, partent avec un handicap évident. C'est le cas d'Agathon Rwasa, chef historique des ex-rebelles hutu des Forces nationales de libération (FNL), considéré comme le principal rival du président Nkurunziza. Il a été vaincu, expliquent les observateurs, grâce à une tactique bien rodée, utilisée par exemple aussi contre Charles Nditije, du principal parti tutsi Uprona : de pseudo-congrès de leurs partis, organisés par des proches du pouvoir en l'absence des principaux cadres des formations, se sont choisis de nouveaux dirigeants, immédiatement adoubés par le ministre de l'Intérieur, qui interdit depuis aux leaders d'organiser des réunions. Selon le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, ces ex-chefs de l'opposition, privés de meetings dans les mois à venir, pourront faire campagne, mais pas avant d'être officiellement candidats, soit pendant... deux semaines seulement. "Le parti CNDD-FDD veut aller seul à ces élections", accuse M. Ngendakumana. "L'opposition ressemble de plus en plus à un champ de ruines après le passage d'un tsunami", renchérit Nininahawe, figure de la société civile. - Tensions - Pour Bujumbura, ces accusations sont de "purs mensonges" véhiculés par "les ennemis de la paix". "Les libertés s'exercent au grand jour au Burundi, que ce soit pour les partis politiques, la société civile ou les médias qui critiquent le gouvernement à longueur de journée", rétorque le porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba. Mais la tension ne cesse de monter. Elle se cristallise autour de la volonté présumée du président Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de briguer un troisième mandat -- ses opposants estiment que la Constitution l'en empêche, ses partisans affirment le contraire --, mais aussi autour d'une résurgence d'une violence politique essentiellement attribuée aux jeunes du CNDD-FDD, les Imbonerakure. La communauté internationale, dont l'aide financière est cruciale pour le petit pays des Grands Lacs, tire publiquement la sonnette d'alarme depuis des mois. "Tout le monde est d'accord sur le constat, les choses vont très mal sur le plan politique et des libertés au Burundi", explique un responsable de l'ONU sous couvert d'anonymat. "Ce qui est en débat aujourd'hui, c'est ce que doit faire la communauté internationale", poursuit-il : pressions amicales ou sanctions ? Les Pays-Bas, grand bailleur de fonds du pays, ont déjà conditionné une aide de 1,3 million de dollars (1 million d'euros) au processus électoral "au respect des engagements", notamment l'ouverture politique ou l'absence de violences politiques. Pour le président du CNDD-FDD, Pascal Nyabenda, ces accusations relèvent d'un faux procès, car "la situation s'est améliorée en ce qui concerne les réunions d'opposition et les violences politiques". M. Nzobonariba estime que la communauté internationale se laisse "manipuler par des groupes d'extrême gauche comme certains partis d'opposition, quelques associations ou médias". Avant tout de même de préciser, l'an prochain, un score encore "meilleur" pour le CNDD-FDD qu'aux scrutins de 2005 et 2010.